

Condamnation du journaliste Mostapha Hurmatallah à 8 mois de prison ferme : “Reporters sans frontières révoltée et consternée”

jeudi 16 août 2007, par [Reporters sans frontières \(RSF\)](#) (Date de rédaction antérieure : 15 août 2007).

“Reporters sans frontières est à la fois révoltée et consternée par la condamnation à huit mois de prison ferme de Mostapha Hurmatallah, journaliste de l’hebdomadaire *Al Watan Al An*. Cette décision traduit un mépris de tous les usages du droit international qui n’a cessé de réaffirmer qu’on n’emprisonne pas un journaliste pour un délit de presse”, a déclaré l’organisation.

“Reporters sans frontières constate et déplore que le fossé ne cesse de se creuser entre les engagements des autorités marocaines en faveur d’une démocratisation du royaume et la pratique de ces mêmes autorités. L’organisation rappelle que c’est la première fois depuis le mois d’octobre 2004 qu’un journaliste est condamné à de la prison ferme au Maroc. Rabah a désormais le privilège peu enviable d’avoir rejoint le club des pays d’Afrique du Nord qui détiennent des journalistes : Egypte, Libye”, a ajouté Reporters sans frontières.

“L’emprisonnement de Mostapha Hurmatallah ne peut se justifier en aucune manière. Si Reporters sans frontières ne sous-estime pas la gravité de cette affaire, dont témoignent les condamnations de huit officiers, il ne saurait être question d’accepter qu’un journaliste soit privé de liberté à l’issue d’un processus judiciaire opaque. Le dossier initial a en effet été scindé en deux volets, l’un militaire et instruit à huis-clos, l’autre civil à l’issue duquel le journaliste a été condamné. Cette décision assimile explicitement Mostapha Hurmatallah à un criminel. Il a d’ailleurs été poursuivi en vertu du code pénal et non du code la presse. Or, il ne peut être reproché à un journaliste d’agir conformément à sa mission d’information et de ne pas se soumettre aux obligations n’incombant qu’aux agents de l’Etat”, a précisé l’organisation de défense de la liberté de la presse.

Le 15 août 2007, le tribunal de première instance de Casablanca a rendu son verdict dans le procès d’Abderrahim Ariri et de Mostapha Hurmatallah, respectivement directeur de publication et journaliste pour l’hebdomadaire arabophone *Al Watan Al An* (*La Nation* maintenant), poursuivis pour “recel de documents obtenus à l’aide d’un crime” (art. 571 du Code pénal). Ils ont été respectivement condamnés à six mois de prison avec sursis, et huit mois de prison ferme assortis de 1000 dirams (moins de 100 euros) d’amende chacun. Mostapha Hurmatallah a été reconduit immédiatement en cellule pour y purger la fin de sa peine. Les attendus du jugement qui devraient être prochainement disponibles permettront de connaître les arguments retenus pour motiver la condamnation des deux professionnels des médias.

Abderrahim Ariri et Mostapha Hurmatallah ont été interpellés par des policiers en civil le 17 juillet 2007, à Casablanca. Dans sa dernière édition (numéro 253), parue le 14 juillet, *Al Watan Al An* a publié un dossier intitulé “Les rapports secrets derrière l’état d’alerte au Maroc”, corédigé par Abderrahim Ariri et Mostapha Hurmatallah. L’un des articles s’appuyait sur une note, émanant de la DGST, publiée dans le journal, qui avisait tous les services de sécurité de faire preuve de vigilance

après la diffusion sur Internet d'un enregistrement vidéo d'un groupe terroriste lançant "un appel solennel au djihad contre les régimes maghrébins, en désignant particulièrement le Maroc". Le procès des deux journalistes de l'hebdomadaire arabophone *Al Watan Al An* s'est ouvert le 26 juillet 2007. Lors de cette première audience, le tribunal de première instance de Casablanca avait décidé de prolonger l'incarcération de Mostapha Hurmatallah, détenu à la prison d'Okacha. Le directeur du journal, Abderrahim Ariri, comparaissait librement.